Les Jeunes MR proposent de pérenniser l'emploi à l'ère digitale grâce à l'innovation et aux nouvelles technologies (StarTech)

Niveau de pouvoir :

Fédéral, Région, FWB

Catégorie :

Economie / Indépendants / Entreprises publiques / Tourisme

État des lieux :

I : Objectif

L'intelligence artificielle et l'automatisation transforment profondément le monde du travail. Face à ces mutations, la motion StarTech propose une transition sereine pour les futurs travailleurs et les chefs d'entreprises. Elle repose sur deux piliers : l'acquisition de compétences clés dès le plus jeune âge et la mise en place de garde-fous permettant de corriger rapidement les défaillances liées à ces innovations afin d'éviter toute entraves à la volonté de s'entreprendre librement sur le marché de l'emploi.

StarTech se compose de quatre motions travaillant en totale synergie. Cette proposition s'appuie sur les travaux des différents groupes parlementaires, tant au niveau fédéral

qu'interrégional, ainsi que sur les réflexions proposées par notre think tank, le Centre Jean Gol. Son objectif est d'offrir un cadre uniforme et lisible pour résolument appréhender l'insertion professionnelle à l'ère de l'hyperconnectivité.

II : Bases législatives

Considérant que le gouvernement MR-Les Engagés a fait part de sa volonté d'incorporer profondément dans le tronc commun une sensibilisation aux matières numériques à hauteur de deux heures par semaine pour les première et deuxième années du secondaire, et qu'elle visera à aider à mieux repérer les infox (ou fake news), à comprendre le comportement des algorithmes et de l'intelligence artificielle.

Considérant que le syndicat sœur du Mouvement Réformateur, la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (dite CGSLB), a enjoint au MR, à de nombreuses reprises, de favoriser des politiques visant à développer les compétences qui seront nécessaires aux métiers numérisés de demain.

Considérant que le colloque thématique du MR et le Centre Jean Gol sur l'intelligence artificielle ayant aboutie en décembre 2025 sur septante propositions intégrées au programme officiel concernant cette thématique a clairement définie que ces nouveaux outils numériques devaient s'inscrire dans une optique « d'amélioration du potentiel et bien-être humain » en faisant la part entre les tâches qui pouvaient être déléguées afin d'offrir plus de libertés au travailleur de celles nécessitant sa plus-value.

Considérant que les eurodéputés siégeant pour le Mouvement Réformateur ont soutenus en concordance avec la position de Renew Europe, l'ensemble des législations protégeant le marché de l'emploi de l'utilisation d'algorithmes renforçant davantage la discrimination à l'embauche que de la combattre via le IA Act de 2024 ainsi que de la protection de la propriété intellectuelle d'origine humaine en 2019 lors de l'approbation de la Directive européenne sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique..

Motivation de la proposition :

Sur la base de ces faits, StarTech enjoint les élus locaux, régionaux et fédéraux du Mouvement Réformateur à soutenir les quatre propositions suivantes

Proposition concrète :

1. Sensibiliser par la pratique les jeunes du secondaire durant l'essentiel de leur cursus.

   Si la Génération Z (située entre 1997 et 2012) a probablement été la dernière à avoir connu un monde où la démocratisation d'internet n'était pas encore finie, elle fut, en revanche, la première à s'être sociabilisée via ses canaux et les avoir aussi intensivement intégrés dans sa vie professionnelle.

   Ainsi, depuis la fin de la pandémie, les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont certes profondément bénéficié d'une remise à niveau en termes d'infrastructures digitales, mais restent à la traîne en ce qui concerne leur bonne utilisation. La dernière actualisation des programmes informatiques remonte à 2015 ! Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts : l'IA a émergé, nos données personnelles sont devenues des denrées convoitées dans le cyberespace et les générations Alpha et Bêta manient les technologies avec une plus grande assurance que leurs aînés.

   De ce fait, la motion StarTech propose que l'ensemble du parcours scolaire d'un étudiant en secondaire soit ponctué d'ateliers dans lesquels des éléments qui étaient enseignés auparavant, comme l'ouverture d'un fichier Word ou PowerPoint ou l'initiation à la barre de

recherche Google, évoluent vers des activités amenant à savoir correctement interagir avec un prompt IA, savoir trianguler des informations dans une ère de fake news, ainsi que décoder le fonctionnement interne et les lignes de code derrière un algorithme. Toutes ces compétences listées sont de plus en plus incorporées dans la formation des fonctionnaires et attendues dans les emplois de demain ; elles pourront constituer des atouts non négligeables pour les futurs travailleurs ou créateurs digitaux.

1. Endiguer l'épidémie des emplois « fantômes » sur les plateformes numériques de l'emploi.

   Pour la première fois depuis la pandémie de Covid-19, le taux de chômage des personnes les plus jeunes rejoignant le marché de l'emploi (15-24 ans) est revenu à ce niveau pour les États-Unis et l'a même dépassé dans le cas du Royaume-Uni. Si les statistiques en Belgique concernant cette même tranche d'âge sont plus optimistes, avec une augmentation plus lente de seulement 1,7 % lors des deux derniers trimestres combinés,

   il est indéniable que le scénario d'une pente montante est à prévoir au regard des exemples cités.

   Au regard des crises internationales actuelles entraînant une augmentation des coûts de l'énergie et de l'alimentation, couplée aux progrès de l'IA, la réaction naturelle des entreprises est de ne pas s'engager dans des contrats de recrutement qu'elles ne pourront honorer. Toutefois, certaines feignent des situations économiques prospères en proposant des emplois sur des plateformes numériques sans aucune intention d'embaucher.

   Ces emplois « fantômes » sont profondément dangereux et constituent une double peine pour les travailleurs. Non seulement ils sont comptabilisés dans les statistiques nationales de manière similaire à ceux qui veulent réellement engager du personnel, mais ils faussent donc les politiques de l'emploi façonnées par les gouvernements sur la base de ces indicateurs, créant une asymétrie entre réalité et solutions. De plus, ils sont aussi utilisés par des

entreprises pour collecter gratuitement des données sur différents marchés.

Dans ces configurations, la motion StarTech soutient que le SPF Emploi doit davantage surveiller les asymétries entre les forts taux de publications d'offres provenant d'une même entreprise par rapport à celui de son recrutement, afin de permettre d'avoir une cartographie fidèle de l'offre et de la demande d'emploi sur le territoire national tout en évitant des phénomènes de concurrence déloyale.

1. Favoriser la propagation des projets à portée d'urbanisme intelligent et connecté.

Les libéraux conçoivent qu'il est naturel que la prise de risque soit récompensée à plus grande échelle, mais n'écartent également pas l'idée que si ces mêmes risques peuvent être évités pour obtenir un même enrichissement, cette perspective doit être favorisée et globalement aménagée pour tout entrepreneur qui aimerait en faire profiter son secteur d'activité.

Géant de l'aéronautique carolo, Cenaero avait lancé dès 2022 la conception d'un supercalculateur dénommé Lucia afin de pouvoir soutenir ses activités et celles de la région. Sur base de ces motivations, la Région wallonne et la ville de Charleroi ont toutes deux saisi l'opportunité de joindre le projet financièrement afin d'installer cet ordinateur au cœur même du hub de recherche de l'A6K. L'objectif est qu'il puisse bénéficier gratuitement à la dizaine de PME présentes dans le bâtiment (ce qui réduit non seulement leurs coûts de fonctionnement, mais permet aussi d'atteindre des rendements plus élevés qu'auparavant), mais aussi à l'ULB et l'UMons qui venaient justement y renforcer leur offre informatique et académique dans la région au même moment.

En concordance avec la motivation du gouvernement wallon d'effectuer une « Réforme de l'innovation » en encourageant les start-ups à communiquer activement et en toute transparence sur l'objet économique et social de leurs avancées, mesurées tout du long grâce à des indicateurs de performance définis par la Région, StarTech propose que « l'augmentation de l'effet de levier sur les investissements privés » puisse se concrétiser

lorsque l'entreprise participante aura honoré et présenté une stabilité pendant un certain nombre d'années. Cela lui donnera l'opportunité d'arborer un label spécifique lui ouvrant droit à divers avantages (comme celui d'être ambassadeur dans des salons de l'innovation), comme cela est le cas dans le domaine de l'environnement.

1. Les intérêts syndicaux et patronaux peuvent converger sur la question éthique des technologies

   Personne n'est insensible aux changements et aux défis posés par les technologies émergentes, et cela est tout aussi vrai pour les deux piliers du monde de l'emploi : les salariés et les patrons. Ces derniers constituent, en réalité, les deux faces d'une même pièce en ce qui concerne cette transition. Là où les syndicats des premiers invoquent la nécessité de défendre nombre d'emplois directement dans la ligne de mire de l'intelligence artificielle, les seconds se posent régulièrement la question du rôle social de leur entreprise (l'embauche permettant de faire vivre la collectivité).

   Ces deux intérêts ne sont pas conflictuels, mais consensuels. Ils posent une question commune aux deux parties : comment le monde du travail évoluera-t-il face aux capacités exponentielles démontrées par les moteurs informatiques ?

   Les syndicats et les entreprises, encouragés par les organes fédéraux et régionaux, auraient énormément à gagner à être conjointement invités à exposer leurs volontés respectives lors de journées vouées à co-construire des politiques. Cela permettrait aux syndicats de recueillir les attentes des employeurs vis-à-vis des compétences technologiques des futurs travailleurs afin d'anticiper et de former ces derniers comme il se doit. Parallèlement, les patrons pourraient clarifier leur vision de l'avenir afin d'éviter toute escalade de tension ou toute grève issue d'une mauvaise compréhension de leurs intentions.

Motion déposée par :

GT Digitalisation